

 **GUYANE : 5 postes. MARTINIQUE : 5 postes. GUADELOUPE : 0 POSTE.** 

La Guadeloupe sacrifiée une nouvelle fois

La liste des résidences d'affectation pour les agents de constatation stagiaires de la 7e session mixte est parue la semaine dernière, comme pour les contrôleurs en avril :

Zéro poste pour la Guadeloupe. Une fois de plus.

👉 Lors du précédent tour de mutations ?

Zéro B. Zéro C.

👉 Et depuis le 1er juin ?

Le **SMBI est officiellement armé en Guadeloupe**. On nous avait promis des effectifs supplémentaires, **une dizaine avait été évoquée**.

Résultat ? **Aucun poste en plus. Nous restons à effectifs constants.**

LA RÉALITÉ DU TERRAIN :

- **Une mission CCRF récupérée, sans renfort réel :** un seul agent pour traiter des **centaines de déclarations**, avec des contrôles physiques obligatoires sur des produits spécifiques.
- **100 % contrôle à l'aéroport**, qui explose la charge de travail et **lessive les équipes** déjà à bout.
- **Des départs en retraite par dizaines, non remplacés.**
- **Des trop longues absences non comblées**, faute de "Paris spé" mobilisés.

ET PENDANT CE TEMPS...

 La **violence explose** en Guadeloupe :

- ➡ **28 homicides** depuis le début de l'année.
- ➡ **2e département le plus criminelogène de France.**
- ➡ **Au cœur de la route du narcotrafic vers l'Europe.**

Le **système judiciaire** tire la sonnette d'alarme, **alerte les pouvoirs publics**, parle d'un **territoire en bascule**, gangrené par les trafics.

 [« Il y a des armes partout en Guadeloupe » - Le cri d'alerte de la Justice](#)

MAIS OÙ SONT LES RENFORTS ?

- ➡ **Guyane : 5 C.**
- ➡ **Martinique : 5 C.**
- ➡ **Guadeloupe : 0. Encore.**

Nous posons publiquement la question :

👉 **Le Directeur régional a-t-il demandé des effectifs ?**

👉 **Pourquoi sommes-nous systématiquement les oubliés de la Direction Interrégionale ?**

👉 **L'objectif caché est-il de nous faire fusionner avec la DR de Martinique ? TROP, C'EST TROP.**

Nous exigeons des réponses immédiates et des actes forts pour la Guadeloupe.

Nous demandons des effectifs à la hauteur des missions et des enjeux.

Nous refusons que notre territoire devienne une zone de non-droit par abandon de nos services.